

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 22/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GCA LOGISTICS FOS**

Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4  
7 avenue de Shanghai  
13230 Port-Saint-Louis-Du-Rhône

Références : JC-D-2025-0664  
Code AIOT : 0006410881

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement GCA LOGISTICS FOS implanté Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4 7 avenue de Shanghai 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône. L'inspection a été annoncée le 16/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Un ensemble d'évolutions réglementaires a eu lieu depuis 2020 et 2021 afin de mieux anticiper les situations accidentelles et leur gestion environnementale. La présente inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale portant sur les « prélèvements environnementaux ».

Cette action vise à s'assurer que la réflexion sur les premiers prélèvements environnementaux a bien été engagée, que les dispositions figurant dans le Plan d'Organisation Interne (POI) répondent aux exigences réglementaires et que l'ensemble des attendus réglementaires soient bien couverts par des procédures.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GCA LOGISTICS FOS
- Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4 7 avenue de Shanghai 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône
- Code AIOT : 0006410881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement GCA Logistics FOS est implanté sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

L'établissement est classé Seveso seuil haut.

Il est autorisé à exploiter un entrepôt de stockage de produits combustibles et/ou dangereux par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2015.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Prélèvements envtx
- Plans d'urgence
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En parallèle de la présente inspection, l'exploitant a indiqué être en attente d'information sur les évolutions réglementaires à venir relatives au stockage de batterie lithium.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les fréquences de révision de son POI ainsi que la réalisation d'exercices annuels.

Une nouvelle version du POI est en cours d'élaboration et doit être validée au 31 décembre 2025 (objectif exploitant).

La visite a révélé, qu'au jour de l'inspection, l'ensemble des dispositions réglementaires relatives aux prélèvements environnementaux : liste des substances recherchées et milieux concernés, stratégie de prélèvement, moyens et qualifications ainsi que la liste des produits de décomposition n'était pas intégré au POI et que l'exploitant ne disposait pas de ces éléments.

Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis en date du 24 décembre 2025 une version mise à jour de son POI.

Cette version a été réceptionnée le 05 janvier 2025, l'analyse de ce document conduit à considérer qu'au jour de leur réception l'exploitant ne contrevenait plus aux dispositions réglementaires, l'ensemble des éléments attendus figurant dans la dernière version du POI.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise à jour du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  SSH : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »  SSB : Arrêté du 26/05/2014 Art. 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »
<b>Constats :</b>  La version en vigueur du POI est celle d'octobre 2024 (V1.12). En séance, l'Inspection a vérifié la dernière version connue de l'administration, il s'agit de la version de mai 2023. Post inspection dans l'après-midi même, l'exploitant a transmis la V1.12 en vigueur.  L'exploitant informe l'Inspection qu'une révision plus lourde est en cours et que l'objectif est une finalisation pour la fin d'année 2025. Cette révision doit permettre de prendre en compte le changement de responsable HSE de l'entreprise, d'intégrer le REX de l'exercice 2025 en particulier les propositions du SDIS et de se mettre en conformité vis-à-vis de la réglementation post incident de Normandie.  L'ensemble des observations faites par l'Inspection permet d'attester que l'exploitant satisfait à

l'obligation de mise à jour triennale de son POI.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Réalisation d'exercice POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>SSH : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »</p> <p>SSB : Arrêté du 26/05/2014 Art. 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier exercice POI a été réalisé le 30 septembre 2025 avec la participation du SDIS. L'exploitant a transmis en séance, par voie numérique, le compte rendu d'exercice. Ce dernier comporte des propositions d'actions visant à renforcer la robustesse de l'organisation de l'exploitant. L'Inspection a également constaté la réalisation d'exercices réguliers.</p> <p>Compte tenu des observations faites lors de la visite d'inspection, l'Inspection considère que l'exploitant ne contrevient pas aux dispositions réglementaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <p>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</p>

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

**Constats :**

L'exploitant indique que la version actuelle de son POI n'inclut pas les substances recherchées ni les milieux sur lesquels les prélèvements doivent être réalisés.

L'exploitant précise que la révision en cours du POI (prévisionnel de validation fin d'année 2025) comporte la régularisation de cet écart mais qu'il souhaite travailler avec le prestataire à venir pour fiabiliser la démarche.

L'Inspection alerte l'exploitant sur la nécessité de justifier la constitution de la liste des substances qui doit être en cohérence avec les produits stockés et l'activité de l'installation.

L'exploitant ne respecte pas, au jour de l'inspection, la prescription réglementaire.

Toutefois, l'Inspection indique, sur la base du chronodatage d'un mail, que l'exploitant a transmis le 24 décembre 2025 une version mise à jour de son POI. Cette transmission a également été doublée par la transmission d'un exemplaire papier.

L'Inspection a réceptionné cette version du POI le 05 janvier 2026 et pu s'assurer de l'intégration effective de la liste des substances recherchées ainsi que des milieux associés.

A la date de la mise à signature du rapport de la présente inspection, l'exploitant ne contrevient pas à la prescription réglementaire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection prend acte de la transmission du POI effectuée en date du 24 décembre ainsi que du retour à la conformité lors de la réception des documents le 05 janvier 2026.

Aussi, il n'est pas proposé de suite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Stratégie de prélèvement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur

et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.[...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

#### **Constats :**

L'exploitant a indiqué ne pas souhaiter porter directement ces interventions en l'absence de compétences internes et de capacité d'astreinte mais de recourir à un prestataire extérieur.

L'exploitant confirme ne pas disposer à ce jour de stratégie de prélèvement, la liste des produits n'étant pas établie et le prestataire assurant la prestation non désigné.

L'exploitant ne respecte pas, au jour de l'inspection, la prescription réglementaire.

Toutefois, l'Inspection indique, sur la base du chronodatage d'un mail, que l'exploitant a transmis le 24 décembre 2025 une version mise à jour de son POI. Cette transmission a également été doublée par la transmission d'un exemplaire papier.

L'Inspection a réceptionné cette version du POI le 05 janvier 2026 et pu s'assurer de l'intégration de la stratégie de prélèvement ainsi que de la présence d'une fiche action dédiée au déclenchement de l'astreinte relative aux premiers prélèvements environnementaux.

A la date de la mise à signature du rapport de la présente inspection, l'exploitant ne contrevient pas à la prescription réglementaire.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection prend acte de la transmission du POI effectuée en date du 24 décembre ainsi que du retour à la conformité lors de la réception des documents le 05 janvier 2026.

Aussi, il n'est pas proposé de suite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : Personnels compétents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :  - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]  - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.  L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées;  Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué ne pas disposer en interne des personnels qualifiées pour la réalisation des prélèvements. Dans l'attente de l'attribution de la mission au prestataire sélectionné, l'exploitant ne dispose d'aucune disposition organisationnelle ou contractuelle lui permettant de satisfaire à la prescription.  L'exploitant informe l'inspection être en cours d'attribution et envisage de passer commande sous 2 semaines. Les deux prestataires en concurrence sont SOCOTEC et APAVE, l'Inspection n'a pas d'observation sur les sociétés sollicitées.  L'exploitant ne respecte pas, au jour de l'inspection, la prescription réglementaire.  Toutefois, l'Inspection indique, sur la base du chronodatage d'un mail, que l'exploitant a transmis le 24 décembre 2025 une version mise à jour de son POI. Cette transmission a également été doublée par la transmission d'un exemplaire papier. L'Inspection a réceptionné cette version du POI le 05 janvier 2026 et pu s'assurer de l'intégration



<p>de procédures dédiées à la mise en oeuvre des premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident.</p> <p>Il est constaté que le prestataire retenu est SOCOTEC, cette entreprise assure également l'astreinte de réalisation des premiers prélèvements environnementaux pour plusieurs sites SEVESO du bassin Fos-Berre. L'Inspection ne remet pas en cause les qualifications et la compétence de ce prestataire.</p> <p>A la date de la mise à signature du rapport de la présente inspection, l'exploitant ne contrevient pas à la prescription réglementaire.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection prend acte de la transmission du POI effectuée en date du 24 décembre ainsi que du retour à la conformité lors de la réception des documents le 05 janvier 2026.</p> <p>Aussi, il n'est pas proposé de suite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Liste des produits de décomposition**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas de la liste des produits de décomposition pouvant être générés lors d'un incendie impactant les matières stockées et le bâtiment.</p> <p>Post inspection dans l'après-midi du 22 octobre, l'Inspection a transmis le guide DT 26 de France Chimie (reconnu par la DGPR) à l'exploitant afin qu'il dispose des ressources nécessaires à l'établissement de la liste des produits de décomposition.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas, au jour de l'inspection, la prescription réglementaire.</p> <p>Toutefois, l'Inspection indique, sur la base du chronodatage d'un mail, que l'exploitant a transmis le 24 décembre 2025 une version mise à jour de son POI. Cette transmission a également été doublée par la transmission d'un exemplaire papier.</p> <p>L'Inspection a réceptionné cette version du POI le 05 janvier 2026 et pu s'assurer de l'intégration</p>

effective de la liste des produits de décomposition. Cette liste a été adaptée par cellule en fonction des produits potentiellement stockés.

A la date de la mise à signature du rapport de la présente inspection, l'exploitant ne contrevient pas à la prescription réglementaire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection prend acte de la transmission du POI effectuée en date du 24 décembre ainsi que du retour à la conformité lors de la réception des documents le 05 janvier 2026.

Aussi, il n'est pas proposé de suite.

**Type de suites proposées :** Sans suite